

NOVEMBRE 2016



Déjà près de 1200 réponses à notre enquête consolidable 2016 !

... et cela va continuer car le relais par certains partenaires est prévu pour début novembre tandis que de nouveaux organismes s'y sont associés, comme la Fédération Nationale du Bois (FNB), l'Union des Industriels Constructeurs Bois (UICB) et l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) Côte d'Azur.

Si vous n'avez pas déjà été sollicité par votre organisme professionnel pour répondre à son questionnaire personnalisé, vous êtes invité à répondre en cliquant sur le lien suivant :



Enquête CODINF 2016 sur les DELAIS de PAIEMENT

RAPPORT 2016 DE L'OBSERVATOIRE DES DÉLAIS DE PAIEMENT

La première réunion s'est tenue le 3 novembre et s'est focalisée sur l'amélioration de l'appréhension des **délais réels de paiement des acteurs publics**. L'objectif est notamment d'affiner les analyses par taille d'acteur et par catégorie : Etat, collectivités territoriales, établissements publics, etc. Cet enrichissement concerne tant les propres chiffres communiqués par l'administration publique que les études menées par les divers observateurs privés. Le CODINF s'apprête à y contribuer activement en exploitant les réponses apportées à l'enquête ci-contre.

La participation de la Fédération hospitalière de France et de trois personnes de l'Association des Maires de France laisse bien augurer de la qualité des échanges et des résultats attendus. A l'inverse, l'absence de représentant des régions et des départements a été vivement déplorée... Les travaux vont se poursuivre jusqu'à la parution du rapport, prévue pour février 2017. A suivre !

LES DÉFAILLANCES AU NIVEAU MONDIAL

Malgré la reprise, la croissance mondiale restera trop faible pour empêcher la hausse des défaillances d'entreprises. **Les défaillances sont ainsi en augmentation dans la plupart des pays émergents et aux Etats-Unis** cette année, même si elles continuent de se replier en Europe de l'Ouest. A l'échelle mondiale, les défaillances devraient croître, pour la première fois depuis 2009, de **+1% cette année et de +2% en 2017**. Les défaillances de grosses entreprises sont aussi en hausse. Ces cas sont par nature plus rares, mais il y en a eu 16 au 1^{er} semestre 2016 contre 10 au 1^{er} semestre 2015. Les délais de paiement ne s'améliorent pas non plus : 1 entreprise sur 4 dans le monde est payée après 3 mois. La carte des perspectives 2016 d'Euler-Hermès :



<http://www.eulerhermes.fr/reussirmonexport/Documents/defaillances-perspectives-2016.pdf>

Evolution des risques-pays

Deux révisions à la hausse (Chypre et Portugal) et six à la baisse : Mexique, Mongolie, Papouasie Nouvelle Guinée, Trinité & Tobago. La carte des risques pays d'Euler-Hermès au 1/10/2016 :



<http://www.eulerhermes.fr/etude-economique/Documents/carte-risques-pays-t3-2016.pdf>

CODIM
CODEB
CODEBAT
CODEMA
CODEMBAL
CODECOB
CODALIMENT
CODINF

*la maîtrise des risques clients
par secteur professionnel*

120 avenue Ledru-Rollin
75011 PARIS

Tél : 01 55 65 04 00
Fax : 01 55 65 10 12

Mail : codinf@codinf.fr
Web : <http://www.codinf.fr>

DEUX NOUVELLES PLATEFORMES PROFESSIONNELLES DE GESTION DU CRÉDIT CLIENT

En partenariat avec leur syndicats respectifs, Codinf a lancé :



avec le Comité interprofessionnel des fournisseurs de laboratoire



avec l'Union nationale des installateurs de cuisines professionnelles



Il a également renforcé la plateforme de crédit client lancée en 2013 avec le DLR en élargissant celle-ci aux adhérents de l'Union française du levage



et



Ces nouveaux développements démontrent le dynamisme et la pertinence de notre modèle de mutualisation des impayés et d'action de relance par secteur professionnel.

LE RISQUE SECTORIEL DE LA CHIMIE EUROPÉENNE EST NOTÉ « FAIBLE » MAIS DE NOMBREUX DÉFIS SONT À PRÉVOIR EN 2017

Dans sa dernière étude, notre partenaire Euler Hermes dresse le bilan de l'année 2016 et évoque les perspectives pour 2017.

Nous vous enverrons l'étude complète sur simple demande.

NOUVELLES AMENDES PUBLIÉES PAR LA DGCCRF

Il s'agit de quatre grandes entreprises, dont deux ont écopé du maximum de 375 000 € : **L'OREAL** le 22/09/2016 et **ACCOR** le 14/10/2016. **VALEO SERVICE** a été sanctionnée le 27/09/2016 de 170 000 € et **CAPGEMINI** le 18/10/2016 de 200 000 €. Facteur aggravant : **L'OREAL**, **VALEO SERVICE** et **CAPGEMINI** sont signataires de la Charte « Relations fournisseurs responsables » !

PRÉSENCE DU CODINF AUPRÈS DES ORGANISMES PARTENAIRES

- Groupe de travail « Délais de paiement » de la Médiation des entreprises les 14 et 25/10
- Présentation de la plateforme de conseil en financement pour l'Ameublement français au BPI Lab le 17/10

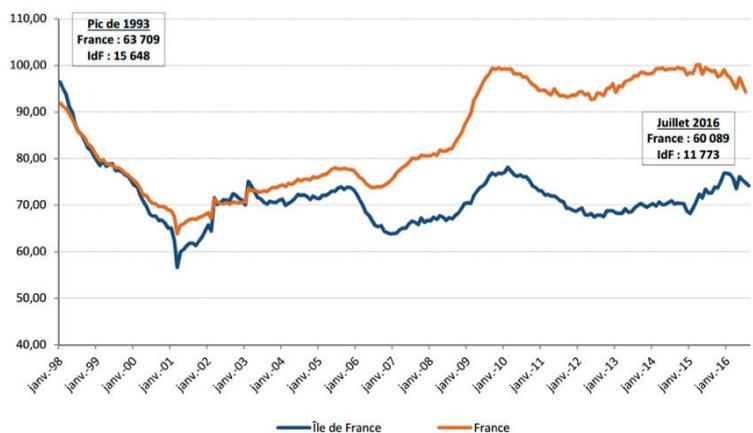


GROS-PLAN SUR L'ÉVOLUTION DU NOMBRE DES PROCÉDURES COLLECTIVES EN ÎLE-DE-FRANCE

Depuis l'entrée dans la crise, les ouvertures de procédures au plan national se situent constamment au niveau du pic historique de 1993. La spécificité de la région Île-de-France est que ces ouvertures s'établissent à 26 % en dessous de 1993, mais qu'elles ont retrouvé leur niveau de 2009. De plus, la situation se dégrade encore mais à un rythme beaucoup plus lent (3 à 7 points de moins) que les mois précédents (+ 3,5 %, en glissement annuel au 1^{er} août 2016). Il se pourrait qu'un retournement de tendance soit à l'œuvre, les ouvertures de procédures ayant reculé de 4% sur les 8 premiers mois de l'année 2016 comparativement à la même période de 2015.

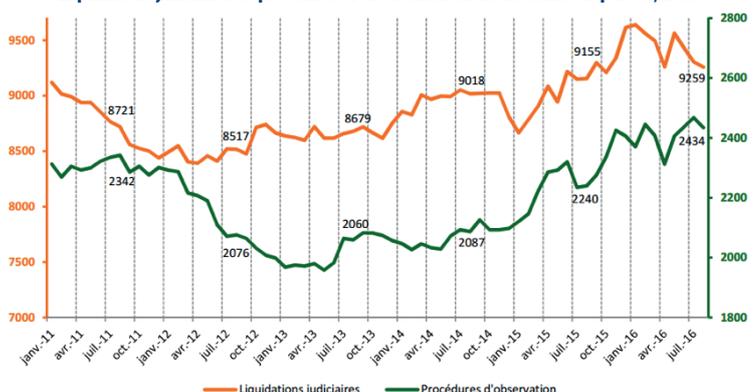
En 5 ans, les liquidations judiciaires ont crû de 6,2%, contre 3,9% pour les redressements et sauvegardes (voir graph ci-contre).

Évolution des ouvertures de procédures collectives en France et en Île-de-France depuis 01/1998



Sources : Banque de France pour les données nationales et OCED pour les données franciliennes.

Liquidations judiciaires et procédures d'observation en Île-de-France depuis 01/2011



Sources : OCED, BODACC et Tribunaux de commerce